La lutte syndicale et nationaliste au Maroc garde de grands noms en mémoire. Son histoire mentionne moins en revanche les syndicats américains et les agences gouvernementales telles que la CIA, dont le soutien a accéléré le mouvement social et le combat pour l'Indépendance

PAR DAVID STENNER

Le coup de pouce de l'oncle Sam

L'histoire marocaine retient aisément les grands événements de luttes syndicales au sein du pays, mais un épisode fondamental semble avoir échappé aux archives nationales. S'appuyant sur des sources américaines, il apparaîtrait que de nombreux leaders du principal syndicat d'Amérique du Nord, l'*American Federation of Labor* (AFL), ainsi que certaines agences gouvernementales, se soient associés aux militants du mouvement ouvrier marocain, entre 1945 et 1956. Un soutien capital qui a permis de poser les premiers jalons d'un mouvement structuré et puissant.

Nous sommes en 1936. L'interdiction est formelle. Fonder des syndicats marocains propres ou rejoindre les organisations coloniales sont totalement prohibés. Une condition partiellement levée près de dix ans plus tard, lorsqu'en 1945, des dizaines de milliers de travailleurs marocains viennent renflouer les rangs de *l'Union Générale des Syndicats Confédérés du Maroc* (UGSCM), directement rattaché au syndicat français communiste, la CGT.

La direction du Parti de l'Istiqlal (PI) ne voyait pas cette association d'un très bon œil. Elle commence également par interdire à ses membres de rejoindre l'UGSCM, craignant l'amalgame entre mouvement nationaliste et militants communistes. Cependant, sous la pression des syndiqués, les leaders finissent par céder, allant jusqu'à encourager les Marocains à adhérer au syndicat communiste. Lorsqu'en juin 1950, au cours de son congrès extraordinaire, les syndicalistes Taieb Ben Bouazza et Mohammed Tibari sont élus au bureau central, c'est le signe manifeste de la progressive « marocanisation » de l'UGSCM. Néanmoins, ce premier succès reste entaché de l'interdiction, toujours effective, de création de syndicats. Et face aux prémices de mouvements ouvriers, les autorités françaises offrent la répression en réponse.

La réaction du Département d'Etat américain est, elle, radicalement opposée. Il voit dans la situation des ouvriers marocains un potentiel rempart à la propagation du communisme en Afrique du Nord. Crainte formulée sans équivoque par Washington et détaillée par le Consul Maurice Pasquet. « *La création d'un nouveau* [syndicat] *pour les travailleurs marocains diminuerait probablement considérablement l'appel de la CGT (...) On estime qu'un tel changement dans la politique française serait dans notre intérêt, au motif que cela pourrait réduire le problème communiste et écarter le réel*

La création d'un nouveau syndicat pour les travailleurs marocains diminuerait probablement l'appel de la CGT française et réduirait l'impact du communisme

danger de la position française ici. Simultanément, nous pourrions être en mesure de restaurer une partie de notre prestige perdu parmi les Marocains et, en libérant les dirigeants nationalistes des pressions communistes, les encourager à poursuivre un cours modéré », a déclaré l'Américain. Conscients de cette phobie anticommuniste, appréhendée après plusieurs échanges avec les diplomates états-uniens en poste à Rabat et à Tanger, les nationalistes marocains commencent également à entrevoir un intérêt à traiter avec les autorités américaines. Une collaboration gagnant-gagnant : faire reculer le communisme et obtenir un soutien de taille pour les luttes nationales.

PI interdit, militants incarcérés

Après les désastreuses conséquences de la Seconde Guerre mondiale, les deux grands syndicats d'Amérique du Nord, l'AFL et le CIO, décident de s'impliquer activement dans le rétablissement des mouvements syndicaux européens. Plusieurs militants, dont Irving Brown, le représentant de l'AFL en Europe, convoquent un congrès à Londres en novembre 1949. Ils y créent la *Confédération internationale des syndicats libres* (CISL), organisation immédiatement rejointe par le britannique *Trades Union Congress* (TUC), le « Forces Ouvrières » (FO) français et d'autres syndicats. L'objectif principal de la CISL est simple : renforcer les syndicats « libres » (c'est à dire non-communistes) à travers le monde afin de lutter pour les droits des travailleurs. Irving Brown pilote cette campagne globale à partir de son appartement parisien, en focalisant particulièrement sur les territoires colonisés en Afrique et en Asie.

Les syndicalistes américains ont déjà établi des rapprochements avec *l'Union générale tunisienne du travail* (UGTT), fondée en janvier 1946. Dirigé par le charismatique militant Ferhat Hachad, l'UGTT est un important mouvement populaire, étroitement lié au parti nationaliste Néo-Destour de Habib Bourguiba. Cette organisation est également le seul syndicat « indépendant » en Afrique du Nord, autrement dit, en dehors du contrôle de la CGT française. En juillet 1950, Irving Brown et le Consul général américain, John D. Jernegan parviennent à convaincre son leadership à rejoindre à la CISL. En retour, Ferhat Hachad et Habib Bourguiba sont invités à la conférence annuelle de l'AFL à San Francisco en 1951. Date et événement clés, car c'est au cours de cette même conférence que le syndicat américain adopte une résolution réclamant l'autonomie tunisienne immédiate et l'indépendance complète en février 1952.

© AFP

Georges Meany, président de l'AFL et le président John F. Kennedy à la Maison Blanche.

En novembre 1950, le conseil exécutif de la CISL décide d'envoyer une délégation en Afrique du Nord pour étudier la situation du syndicalisme. Pendant leur séjour au Maroc, les militants rencontrent Taieb Ben Bouazza et Mahjoub Ben Seddiq de l'UGSCM, des représentants du PI ainsi que de hauts fonctionnaires français. Un an plus tard, ils présentent un rapport recommandant à la CISL d'aider les Marocains à créer un syndicat « libre et démocratique ».

Après avoir échoué plusieurs fois à convaincre le gouvernement français de la nécessité d'une telle action, et l'envoie d'une lettre morte écrite de la main du secrétaire général J.H. Oldenbroek au président du Conseil Antoine Pinay, la CISL dépose une plainte officielle auprès de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), concernant la situation du Maroc, le 27 janvier 1953.

Fin 1952. La situation en Afrique du Nord se détériore radicalement. Le 5 décembre, Ferhat Hachad est assassiné par des terroristes français. L'étincelle à la poudrière. Casablanca s'embrase et durant plusieurs jours, devient le théâtre de violents heurts et manifestations. La réponse du gouvernement français est brutale : le PI est interdit, l'UGSCM est fermé et les militants ouvriers marocains sont incarcérés. Le couperet est tombé.

En août 1953, la Résidence générale exile Mohammed V. L'action de trop. Une formidable vague de protestations se soulève contre le régime colonial. Depuis sa cellule, le prisonnier Mahjoub Ben Seddiq rédige une note de 33 pages, qu'il parvient à transmettre au quartier-général de la CISL, à Bruxelles. « *Le soutien qui nous a*

© AFP

Meeting de l'UMT, au stade municipal de Rabat, le 21 novembre 1955.

été refusé, nous le cherchons maintenant et nous le trouvons parmi les organisations ouvrières du monde libre, et en particulier les représentants de la CISL qui ont promis leur soutien moral », écrit-il à ses homologues. Dans la foulée de ces événements, J.H. Oldenbroek publie un communiqué de presse condamnant la déposition du sultan et soulignant que « *la CISL est déterminée à poursuivre sa lutte contre l'oppression coloniale* ». L'organisation envoie également un message aux délégations participant à la 8e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1953, appelant à une condamnation de la politique coloniale française. Le 3 août 1954, lors d'une rencontre à Paris avec le président du Conseil français, Pierre Mendès-France, les leaders de la CISL exigent la libération immédiate de tous les prisonniers politiques au Maroc.

Indigène et indépendant

Septembre 1954. Sous la pression des instances internationales, la direction du mouvement ouvrier est libérée. Mais le combat ne fait que commencer. Irving Brown maintient alors des contacts étroits avec les Marocains pour les aider à organiser leur propre syndicat. La CISL invite Taieb Ben Bouazza à passer du temps aux États-Unis afin d'y acquérir une formation en matière d'organisation et direction d'un syndicat « libre ». Le nationaliste accepte sans hésiter cette proposition et remercie Brown de cette « *preuve supplémentaire de l'intérêt et l'amitié que les syndicalistes américains manifestent aux travailleurs du Maroc, qui ne sauraient oublier le soutien efficace que vous avez apporté au syndicalisme libre* ». Cependant, le sort semble s'acharner sur le Marocain. Malgré les efforts déployés par l'AFL, le visa de sortie nécessaire n'arrive pas à temps. Taieb Ben Bouazza ne pourra faire le voyage outre-Atlantique. Il n'abandonne pour autant pas son ambitieux projet. Le 5 janvier 1955, il envoie un télégramme à Oldenbroek, dans lequel il l'informe qu'il est plus que jamais « *décidé (...) à travailler à la mise en place et au développement d'une organisation syndicale libre au Maroc (...) Le Comité lance un appel fraternel (...) à la CISL pour apporter* à *la nouvelle organisation un soutien collectif* ».

Simultanément, les leaders de la CISL décident d'envoyer une délégation pour s'enquérir de la situation au Maroc. En préparation de leur visite, ils contactent le bureau parisien du PI afin d'obtenir la liste des militants marocains incarcérés. Le 6 mars 1955, la délégation internationale atterrit au Maroc, où elle rencontre des militants syndicaux, des représentants du PI et du PDI ainsi que le secrétaire général du Protectorat, Maurice Papon. Omar Bécu, président de la CISL et membre de la délégation, assure : « *Le Comité pour l'Organisation et le Développement du Syndicalisme Libre au Maroc a notre soutien efficace (...) dans ses efforts* ». Deux semaines plus tard, le 20 mars 1955, les militants syndicaux marocains créent le premier syndicat indigène véritablement indépendant, l'*Union Marocaine du Travail* (UMT), qui s'affilie immédiatement à la CISL. Leurs anciens camarades français de la CGT condamnent cette décision, déclarant que « *l'appel à la CISL par le Comité d'Organisation est une manœuvre préfabriquée, préparée par échanges financiers avec Irving Brown à Paris, connu pour être un agent américain, en charge de la division des organisations syndicalistes* ». Mais les critiques ne suffiront pas à déstabiliser cette organisation tant attendue. Le 16 septembre 1955, le Résident général, Boyer de Latour, autorise officiellement la fondation de syndicats marocains.

Pour rester au plus près des nationalistes marocains, les militants de l'AFL maintiennent de nombreux échanges avec leurs homologues, au *Moroccan Office of Information and Documentation* (MOID) à New York. Ainsi informé par Ahmed Balafrej de la situation critique dans laquelle se trouve le Maroc en septembre 1953, Walter Reuther, le président du CIO, promet alors de « *porter personnellement l'affaire à l'attention du Secrétaire d'Etat* [John Foster Dulles] ». Une manière d'enfoncer le clou, car moins d'un mois plus tôt, le vice-président de l'AFL, Matthew Wolla a également demandé à J.F. Dulles de placer la question marocaine à l'ordre du jour de la prochaine assemblée des Nations Unies. Le MOID y va également de sa contribution. Avec *Free Morocco,* sa publication officielle, le centre new-yorkais donne la parole aux militants américains. En 1954, l'AFL officialise davantage la lutte en déclarant, lors de son congrès annuel, que le « *département d'Etat devrait encourager l'indépendance nationale de la Tunisie et celle du Maroc et soutenir leurs causes devant l'ONU* ».

Jay Lovestone, conseiller en politique étrangère de l'AFL, est également un personnage clé. Il est non seulement à l'origine de l'invitation de Ferhat Hachad et Habib Bourguiba aux États-

Lors d'une rencontre à Paris avec Pierre Mendès-France, les leaders de la CISL exigent la libération immédiate de tous les prisonniers politiques au Maroc

Unis en 1951, mais il prétend également avoir financé certains Marocains. Ce membre actif de l'AFL est un proche de Henry Cabot Lodge Jr., ambassadeur américain aux Nations Unies. Une position qui lui a permis à plusieurs reprises d'exhorter le diplomate à soutenir les aspirations des peuples d'Afrique du Nord. En août 1954, un agent du FBI intercepte une conversation téléphonique entre Lovestone et Lodge Jr. D'après cette mise sur écoute, le FBI apprend que « *la politique de l'AFL a longtemps soutenu la décolonisation de l'Afrique du Nord (...) Il semblerait que Lodge soit favorable à un examen de la position de l'AFL* ».

1955. Lovestone est particulièrement proche de la délégation algérienne qui arrive à New York. Alors que le MOID aide les représentants du FLN à imprimer des tracts et documents, que Mohammed Laghzaoui finance leurs activités, Lovestone et son amie Pagie Morris s'occupent de la logistique. Ils fournissent un appartement afin d'y accueillir les réunions et Lovestone recherche activement des soutiens auprès de politiciens influents. Mais c'est George Meany, président de l'AFL qui parvient à sensibiliser un jeune sénateur du nom de John F. Kennedy. Le 2 juillet 1957, celui qui sera connu dans le monde entier par ses initiales, tient un discours pro-algérien devant le Sénat. JFK affirme que : « *Le record des Etats-Unis dans cette affaire* [algérienne] *est, comme ailleurs, un recul par rapport aux principes d'indépendance et d'anticolonialisme. (...) Le bilan est encore plus sombre une fois mis dans la perspective de notre refus constant, pendant plusieurs années, de soutenir l'examen par les Nations Unies des questions tunisiennes et marocaines* ».

Deux semaines plus tard, le sénateur Kennedy envoie une copie de son discours à Rom Landau, ami proche des nationalistes marocains et professeur à l'*University of the Pacific* en Californie. JFK y ajoute une note dans laquelle il précise au professeur Landau qu'il serait « *très heureux d'avoir* [ses] *commentaires sur la question marocaine et heureux de* [lui] *envoyer des exemplaires supplémentaires, si* [il voulait] *bien les distribuer (...) au Maroc* ».

Mars 1956. Le Maroc signe son Indépendance. Irving Brown reste cependant en contact étroit avec la direction de l'UMT. Il invite cet organisme à envoyer une délégation aux États-Unis, afin qu'elle puisse participer à la conférence annuelle du conseil exécutif de l'AFL, qui se tient à Miami, en janvier 1957. Mahjoub Ben Seddiq assure que la visite de Taieb Ben Bouazza et Houcine Hajbi « *leur permettra de se familiariser avec les États-Unis* [et] *renforcera les liens de solidarité qui unissent nos mouvements syndicaux ainsi que l'amitié qui lie nos deux pays* ». En retour, l'UMT invite l'AFL à envoyer quelques représentants à la parade du 1er mai 1957 à Casablanca. Brown, quant à lui, n'a cessé d'échanger avec l'UMT jusqu'aux années 1970. Il continuera à visiter le Maroc régulièrement.

© AFP

Le président du Conseil Pierre Mendès-France et le secrétaire d'Etat John Foster Dulles aux Nations-Unis en 1954.

La CIA au service du Maroc

Plusieurs historiens ont déjà démontré que la politique étrangère de l'AFL était étroitement liée aux préférences du Département d'Etat américain. Les relations constantes entre Brown, Lovestone et la CIA en témoignent. Des hommes d'affaires américains et la CIA elle-même, ont d'ailleurs financé les campagnes de l'AFL au Maghreb afin d'y réduire l'influence de la France et du « communisme international ». Le zèle anticolonial et l'anticommunisme exacerbé mis à part, les militants syndicaux américains étaient également mus par des préoccupations idéalistes et d'ordre pratique. Ils estimaient que la syndicalisation favoriserait une amélioration du niveau de vie à travers le monde et rendrait, de fait, inutile la délocalisation des entreprises américaines en quête de meilleurs rendements. L'activisme politique en Europe de l'AFL n'échappe évidemment pas aux autorités françaises. Selon l'ambassadeur français en Suisse « *certaines personnes* [pensent que] *les dirigeants de l'AFL sont des instruments (...) entre les mains des autorités et entreprises américaines* ». Au cours de son discours dans l'hémicycle, le 29 mai 1956, le gouverneur général d'Algérie, Robert Lacoste, évoque Irving Brown en le qualifiant de « *maître corrupteur en Afrique du Nord, qui a mis sur pied des syndicats qui, tous, luttent pour l'élimination française en Afrique du Nord* ». Des accusations difficiles mais non dénuées de fondements. En effet, l'aide étrangère que les syndicalistes et nationalistes ont reçue de l'AFL et de la CISL, a été incroyablement bénéfique car elle a permis d'attirer l'attention internationale sur le cas du Maroc et a mis une pression énorme sur le gouvernement français afin qu'il renonce à sa politique d'oppression. Derrières les critiques acerbes et les manoeuvres de Washington, le mouvement ouvrier marocain a su rester authentique et tirer le meilleur de cette alliance outre-Atlantique.